

États financiers de

MITACS INC.

et rapport de l'auditeur indépendant sur ces états

Exercice clos le 31 mars 2024



KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.

B.P. 10426 777 Dunsmuir Street
Vancouver (Colombie-britannique) V7Y 1K3
Canada
Téléphone 604-691-3000
Télécopieur 604-691-3031

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de Mitacs inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Mitacs inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2024;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2024, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

KPMG A.M.L. / S.E.N. C. R. L.

Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada

Le 6 août 2024

MITACS INC.

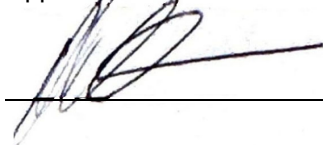
État de la situation financière

Au 31 mars 2024, avec informations comparatives pour 2023

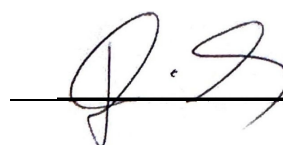
	Note	2024	2023
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		216 975 313 \$	251 484 698 \$
Débiteurs		2 020 706	2 138 467
Apports à recevoir des gouvernements		10 944 615	32 667 157
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	4	58 525 672	48 332 146
Placements, au coût amorti	5	10 461 688	–
Charges payées d'avance		3 057 108	3 031 095
		301 985 102	337 653 563
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	4	12 176 156	11 826 904
Placements, au coût amorti	5	20 881 981	–
Immobilisations corporelles	6	373 810	464 070
Immobilisations incorporelles	7	2 969 953	2 495 400
		338 387 002 \$	352 439 937 \$
Passif et actif net			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		15 211 652 \$	7 681 245 \$
Remises gouvernementales à payer		678 983	1 151 677
Tranche à court terme des bourses à verser	8	120 967 793	118 147 468
Apports reportés	9	104 240 841	126 138 222
		241 099 269	253 118 612
Bourses à verser	8	58 754 398	66 876 069
		299 853 667	319 994 681
Actif net			
Investi en immobilisations		3 343 763	2 959 470
Grevé d'affectations internes	10	21 323 000	20 500 000
Non affecté		13 866 572	8 985 786
		38 533 335	32 445 256
Nature des activités et dépendance économique	2		
Engagements	11		
Événements postérieurs à la date de clôture	16		
		338 387 002 \$	352 439 937 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil :



, administrateur



, administrateur

MITACS INC.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2024, avec informations comparatives pour 2023

	Note	2024	2023
Produits			
Apports aux programmes acquis			
Gouvernement fédéral	12	133 991 616 \$	183 045 411 \$
Gouvernements provinciaux	12	48 409 095	45 744 865
Droits au titre des services rendus aux organismes participants	12	90 981 078	96 907 904
Organisations internationales		1 892 932	4 617 640
Partenaires universitaires		1 135 681	1 043 455
Cotisations des universités		2 839 099	2 821 520
Produits d'intérêts		4 547 627	648 224
Autres		—	500
		283 797 128	334 829 519
Charges			
Bourses liées aux programmes			
Accélération		162 847 283	219 736 103
Stage de stratégie d'entreprise		15 686 393	24 538 227
Globalink		32 647 552	28 973 597
Élévation		13 475 401	10 972 435
Perfectionnement		3 779 570	2 942 363
Élaboration de politiques scientifiques canadiennes		277 182	895 108
Projets d'innovation		179 344	411 777
Services liés aux programmes	13	6 933 477	7 631 998
Relations avec les partenaires	13	12 469 671	13 233 172
Services généraux	13	27 941 390	22 391 149
Amortissement		1 471 786	1 159 992
		277 709 049	332 885 921
Excédent des produits sur les charges		6 088 079 \$	1 943 598 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2024, avec informations comparatives pour 2023

	Investi en immobilisations	Grevé d'affectations internes	Non affecté	Total
Solde au 31 mars 2022	2 064 618 \$	20 000 000 \$	8 437 040 \$	30 501 658 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(1 159 992)	–	3 103 590	1 943 598
Acquisition d'immobilisations corporelles	247 405	–	(247 405)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 807 439	–	(1 807 439)	–
Virement interfonds (note 10)	–	500 000	(500 000)	–
Solde au 31 mars 2023	2 959 470	20 500 000	8 985 786	32 445 256
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(1 471 786)	–	7 559 865	6 088 079
Acquisition d'immobilisations corporelles	105 088	–	(105 088)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 750 991	–	(1 750 991)	–
Virement interfonds (note 10)	–	823 000	(823 000)	–
Solde au 31 mars 2024	3 343 763 \$	21 323 000 \$	13 866 572 \$	38 533 335 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2024, avec informations comparatives pour 2023

	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	6 088 079 \$	1 943 598 \$
Augmentation du profit latent sur les placements	(1 795 642)	—
Amortissement – élément sans effet sur la trésorerie	1 471 786	1 159 992
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	117 761	1 029 209
Débiteurs		
Charges payées d'avance	(26 013)	(1 219 336)
Apports à recevoir des gouvernements	21 722 542	8 274 238
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	(10 542 778)	(242 624)
Créditeurs et charges à payer	7 530 407	775 631
Remises gouvernementales à payer	(472 694)	183 436
Bourses à verser	(5 301 346)	37 667 428
Apports reportés	(21 897 381)	59 177 984
	(3 105 279)	108 749 556
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(105 088)	(247 405)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 750 991)	(1 807 439)
Achat de placements	(40 000 000)	—
Produit tiré des placements	10 451 973	—
	(31 404 106)	(2 054 844)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(34 509 385)	106 694 712
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	251 484 698	144 789 986
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	216 975 313 \$	251 484 698 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2024

1. Objectif de l'organisme

Mitacs inc. (l'« organisme ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est exempté de l'impôt conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). L'organisme poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

L'objectif de l'organisme est de soutenir et d'accroître la productivité canadienne en stimulant l'innovation dans le secteur privé et en développant et en déployant des talents dans l'économie canadienne. Cela se fait en développant les compétences expérientielles des innovateurs canadiens; en favorisant le transfert technologique, la commercialisation et l'entrepreneuriat en encourageant la création et l'application d'idées grâce à des partenariats de recherche coopératifs; et en promouvant des réseaux de collaboration grâce à des partenariats entre les universités, l'industrie, le gouvernement et d'autres organismes au Canada et à l'étranger.

2. Nature des activités et dépendance économique

L'organisme gère ou exploite divers programmes conçus pour faciliter la collaboration en recherche entre des organismes participants et le milieu universitaire en vue de former la prochaine génération de jeunes chercheurs canadiens. Les programmes actifs financés à l'externe comprennent les stages, les partenariats de recherche et internationaux et le perfectionnement des compétences.

a) Programme Mitacs Accélération

Mitacs Accélération sert d'intermédiaire entre des entreprises et des organismes sans but lucratif ainsi que des étudiants des cycles supérieurs et des chercheurs postdoctoraux qui mettent leur expertise spécialisée à profit pour relever des défis de recherche.

b) Programme Mitacs Globalink

Mitacs Globalink met en communication des chercheurs des quatre coins du monde avec des universités canadiennes. Le programme offre des occasions de mobilité bilatérale entre le Canada et des pays partenaires choisis pour les étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs.

c) Programme Mitacs Élévation

Mitacs Élévation permet aux nouveaux chercheurs postdoctoraux d'acquérir des compétences en leadership, en affaires et en gestion de la recherche.

d) Programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs

Le programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs permet de développer des projets innovants destinés à aider les organismes à prospérer dans divers domaines de leurs activités.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

2. Nature des activités et dépendance économique (suite)

L'organisme reçoit des apports d'organismes nationaux, provinciaux et internationaux, d'universités et des droits au titre des services rendus aux organismes participants afin de financer des programmes de recherche, de la formation étudiante et des dépenses de fonctionnement. L'organisme tire une partie non négligeable de son financement des apports des gouvernements fédéral et provinciaux. Au cours de l'exercice, l'organisme a conclu 23 (23 en 2023) contrats avec les gouvernements fédéral et provinciaux, qui comptaient pour environ 66 % (69 % en 2023) des produits. L'organisme pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'ensemble de ses activités actuelles si ce financement était considérablement réduit ou supprimé.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

a) Comptabilisation des produits :

L'organisme utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports des gouvernements et les droits au titre des services rendus aux organismes participants grevés d'une affectation externe reçus pour les programmes et la formation sont constatés en produits dans l'exercice où les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les charges liées aux programmes sont comptabilisées à titre de passif lorsque le projet de recherche a reçu l'approbation de recherche, que les droits au titre des services rendus aux organismes participants sont à recevoir et que toutes les conditions d'admissibilité au programme et les exigences relatives aux dossiers ont été respectées. L'organisme comptabilise une provision pour annulation de stages offerts fondée sur la meilleure estimation de la direction en utilisant les annulations historiques qui ont eu lieu.

Les cotisations des universités non affectées sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'intérêts grevés d'une affectation externe gagnés sur le financement gouvernemental sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les produits d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Les apports à recevoir des gouvernements figurant à l'état de la situation financière se composent des apports des gouvernements fédéral et provinciaux et d'universités.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les soldes bancaires et les dépôts à terme assortis d'une échéance de 90 jours ou moins à la date d'acquisition sont présentés au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ». Les

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

soldes bancaires comprennent les soldes grevés d'une affectation interne ou externe et inscrits à l'actif net ou dans les engagements liés à la prestation des programmes.

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Placements

Les placements de l'organisme comprennent uniquement des certificats de placement garanti (« CPG »). Ils sont détenus au coût amorti et sont assortis d'une échéance de plus de 90 jours. Le montant en capital de tous les placements représente des apports grevés d'une affectation externe, et les produits d'intérêts connexes sont également grevés d'une affectation, de sorte qu'ils sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Les coûts liés à des améliorations spécifiques sont inscrits à l'actif lorsqu'il est probable que les dépenses donneront lieu à une augmentation du potentiel de service de l'actif. Les coûts de maintenance sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'organisme inscrit à l'actif certains frais de développement engagés relativement à son logiciel à usage interne. Les coûts engagés aux étapes préliminaires du projet sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Tous les coûts directs engagés au cours de la phase de développement sont inscrits à l'actif jusqu'à ce que le logiciel soit quasi achevé et prêt à être utilisé aux fins prévues. Les dépenses de développement ne sont inscrites à l'actif que si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable, si le produit ou le procédé est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, et si l'organisme a l'intention d'achever le développement de l'actif, de le mettre en service ou de le vendre, et qu'il possède suffisamment de ressources pour le faire.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif. Les durées d'utilité estimées des immobilisations de l'organisme sont les suivantes :

	Période d'amortissement
Matériel et ameublement	2 à 5 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue lorsque des changements de situation surviennent et elles et sont ajustées au besoin.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque les conditions indiquent que l'immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'organisme à fournir des biens et des services, ou que la valeur associée à l'actif est inférieure à sa valeur

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

comptable nette. Lorsque les conditions indiquent qu'un actif a subi une perte de valeur, la valeur comptable nette de l'actif est ramenée au coût de remplacement de l'actif.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Actifs au titre de l'implantation d'un logiciel-service et changement de méthode comptable

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2023, l'organisme a adopté la NOC-20, *Traitement comptable des accords d'infonuagique par le client* (la « NOC-20 »).

L'organisme n'a pas choisi d'appliquer la mesure de simplification prévue dans la NOC-20 pour comptabiliser les dépenses liées à un accord d'infonuagique, mais il a choisi d'inscrire à titre d'actif les dépenses liées aux activités d'implantation qui sont directement attribuables à la préparation du logiciel-service en vue de son utilisation prévue. Les dépenses inscrites à titre d'actif sont comptabilisées en charges selon une formule linéaire appliquée sur la période prévue d'accès au logiciel-service.

L'organisme a choisi d'appliquer la NOC-20 de façon rétrospective uniquement aux dépenses liées aux activités d'implantation engagées dans le cadre d'un accord d'infonuagique à compter du 1^{er} avril 2022. L'adoption de la NOC-20 n'a eu aucune incidence sur le total des actifs ou sur le total de l'actif net au 31 mars 2023, ni sur l'excédent des produits sur les charges pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pour les périodes considérées. Les éléments importants donnant lieu à de telles estimations et hypothèses s'entendent de la provision pour annulation fondée sur les produits comptabilisés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

g) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués au coût amorti, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, que la direction a choisi d'évaluer à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées à l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent les débiteurs, les apports à recevoir et les placements.

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les remises gouvernementales à payer et les bourses à verser.

h) Ventilation des charges

L'organisme comptabilise un certain nombre de ses charges par programme. Les coûts de chaque programme comprennent les allocations, les frais de déplacement et les autres frais de recherche qui sont directement liés au programme.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

3. Principales méthodes comptables (suite)

h) Ventilation des charges (suite)

L'organisme engage des charges de soutien des programmes, tels que les demandes de subvention et les frais de gestion, de recherche et de gestion des programmes qui appuient directement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes.

Ces charges sont comptabilisées au poste « Services liés aux programmes » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de soutien des partenaires qui appuient indirectement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Relations avec les partenaires » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de fonctionnement général liées aux finances, à l'administration, aux ressources humaines, au marketing, aux communications et aux technologies de l'information qui sont communes à l'administration de l'organisme. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services généraux » à l'état des résultats.

4. Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants

	2024	2023
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	84 018 792	70 566 741
Provision pour annulation (note 12)	(13 316 964)	(10 407 691)
	70 701 828	60 159 050
Moins la partie courante		
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	58 525 672	48 332 146
	12 176 156 \$	11 826 904 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

5. Placements, au coût amorti

Les placements de l'organisme se composent uniquement de certificats de placement garanti (« CPG »). Les CPG portent intérêt à des taux allant de 5,43 % à 6,04 % par année et ont des échéances allant de juin 2024 à juin 2026. Tous les produits d'intérêts au titre des CPG sont grevés d'une affectation et sont attribués aux apports reportés. Les intérêts générés par les placements dans des CPG au cours de l'exercice se sont chiffrés à 1 776 649 \$ (néant en 2023). Les certificats dont la date d'échéance tombe au cours de l'exercice suivant sont classés dans les placements courants.

	2024	2023
Certificats de placement garanti	31 343 669 \$	– \$
Moins la partie courante	10 461 688	–
	20 881 981 \$	– \$

6. Immobilisations corporelles

			2024	2023
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel et ameublement	853 871 \$	480 061 \$	373 810 \$	464 070 \$

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles engagée au cours de l'exercice est de 195 348 \$ (158 799 \$ en 2023).

7. Immobilisations incorporelles

			2024	2023
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Logiciels	7 239 507 \$	4 269 554 \$	2 969 953 \$	2 495 400 \$

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels en cours d'élaboration de 376 022 \$ (196 621 \$ en 2023).

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles engagée au cours de l'exercice est de 1 276 438 \$ (1 001 193 \$ en 2023).

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

8. Bourses à verser

	2024	2023
Bourses à verser	209 009 367 \$	213 313 976 \$
Provision pour annulation (note 12)	(29 287 176)	(28 290 439)
	179 722 191	185 023 537
Moins la partie courante		
Bourses à verser	120 967 793	118 147 468
	58 754 398 \$	66 876 069 \$

9. Apports reportés

Les apports reportés se composent des apports grevés d'une affectation externe et non dépensés destinés au financement futur de bourses et de la formation.

31 mars 2024	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	43 195 850 \$	63 176 436 \$	14 594 192 \$	5 171 744 \$	126 138 222 \$
Financement reçu et à recevoir	88 289 083	22 478 593	23 160 260	5 725 271	139 653 207
Intérêts gagnés	6 161 995	2 841 174	—	—	9 003 169
Produits comptabilisés	(107 183 411)	(36 000 820)	(21 645 787)	(5 723 739)	(170 553 757)
Clôture de l'exercice	30 463 517 \$	52 495 383 \$	16 108 665 \$	5 173 276 \$	104 240 841 \$

31 mars 2023	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	29 081 262 \$	17 739 652 \$	15 016 127 \$	5 123 197 \$	66 960 238 \$
Financement reçu et à recevoir	229 163 525	85 604 240	20 970 819	2 297 168	342 076 764
Intérêts gagnés	3 695 254	345 758	—	—	4 041 012
Produits comptabilisés	(218 744 191)	(40 513 214)	(21 392 754)	(2 248 621)	(282 898 780)
Clôture de l'exercice	43 195 850 \$	63 176 436 \$	14 594 192 \$	5 171 744 \$	126 138 222 \$

Pour les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que les organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus, les apports reportés sont ajustés en fonction des annulations futures estimées à 18 582 214 \$ (22 174 878 \$ en 2023).

Au 31 mars 2024, des apports reportés de 2 688 010 \$ (2 117 770 \$ en 2023) étaient inclus dans les apports à recevoir de gouvernements et d'autres organismes de financement et une somme de

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

4 432 792 \$ (4 440 709 \$ en 2023) était comprise dans les droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

9. Apports reportés (suite)

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, des apports de 14 300 000 \$ (14 600 000 \$ en 2023) ont été reçus ou sont à recevoir du ministère de l'Économie et de l'Innovation au nom du gouvernement du Québec pour soutenir les unités approuvées dans le cadre des programmes Accélération, Accélération International, Élévation, Stage de recherche Globalink et Bourses de recherche Globalink. Au 31 mars 2024, environ 14 351 102 \$ (6 668 824 \$ en 2023) ont été comptabilisés en tant que produits.

Au 31 mars 2024, des apports reportés de 17 370 943 \$ (15 542 000 \$ en 2023) du gouvernement fédéral étaient réservés à la cohorte de l'été 2024 à titre de Bourse de recherche Globalink.

10. Actif net grevé d'affectations internes

Le conseil d'administration de l'organisme a choisi d'affecter les fonds comme suit :

	2024	2023
Coûts de réduction	11 000 000 \$	8 000 000 \$
Projets d'immobilisations futurs	4 268 000	5 500 000
Projets d'innovation	884 000	1 000 000
Activités de nature technologique	3 575 000	4 000 000
Initiatives stratégiques	596 000	1 000 000
Initiatives visant les prix de marché	1 000 000	1 000 000
	21 323 000 \$	20 500 000 \$

Les coûts de réduction (anciennement, les coûts de fermeture) constituent des réserves aux fins des charges administratives, du versement d'indemnités de départ et d'autres charges liées à la réduction des activités de l'organisme.

Les fonds pour les projets d'immobilisations futurs sont réservés aux dépenses d'investissement visant à améliorer les outils technologiques et les projets d'investissement en immobilisations ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les projets d'innovation représentent des réserves à utiliser pour financer l'expérimentation de nouvelles idées ou de nouveaux programmes cohérents avec la vision et le mandat de l'organisme.

Les fonds liés aux activités de nature technologique sont réservés aux dépenses opérationnelles visant à améliorer des outils ou des processus technologiques ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les fonds liés aux initiatives stratégiques constituent des réserves aux fins de la mise en œuvre ou des résultats du plan stratégique de l'organisme.

Les fonds liés aux initiatives visant les prix de marché doivent être utilisés aux fins de la mise en œuvre de nouvelles offres de prix pour les programmes existants, conformément à la vision et au mandat de l'organisme.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

L'organisme ne peut pas utiliser les montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

10. Actif net grevé d'affectations internes (suite)

Le 5 juillet 2023, le conseil d'administration a approuvé un virement de 3 000 000 \$ de l'actif net non affecté à l'actif net grevé d'affectations internes au titre des coûts de réduction.

Le 27 février 2024, le conseil d'administration a approuvé un virement de 2 177 000 \$ des fonds grevés d'affectations internes ci-dessous à l'actif net non affecté.

Projets d'immobilisations futurs	1 232 000 \$
Projets d'innovation	116 000
Activités de nature technologique	425 000
Initiatives stratégiques	404 000
	<hr/>
	2 177 000 \$

11. Engagements

a) Engagements liés à la prestation des programmes

L'organisme a reçu et traité des demandes de stage Mitacs Accélération qui sont à divers degrés de réalisation et qui n'avaient pas été approuvées au 31 mars 2023. Au 31 mars 2024, l'organisme avait traité environ 73,6 millions de dollars (39,8 millions de dollars en 2023) de ces demandes de stages, dont une tranche d'environ 44 millions de dollars (25,6 millions de dollars en 2023) devrait être approuvée au cours des 12 prochains mois. L'organisme devra obtenir des apports suffisants des gouvernements et des organismes participants pour financer ces stages s'ils sont terminés et approuvés.

b) Engagements aux termes de contrats de location-exploitation

L'organisme loue des locaux à bureaux dans quatre emplacements au Canada. Le tableau qui suit présente les paiements minimums futurs exigibles sur la durée restante des baux.

2025	737 621 \$
2026	670 169
2027	682 624
2028	639 958
2029	74 611
	<hr/>
	2 804 983 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

12. Provision pour annulation

L'organisme comptabilise une provision pour annulation des stages offerts en fonction de l'estimation la plus probable de la direction établie d'après les données historiques portant sur les annulations survenues. Dans le cas des apports des gouvernements grevés d'affectations externes et des apports non affectés des participants, l'incidence des estimations de ces annulations pour l'exercice a été la suivante :

Produits	Brut	Provision pour annulation	2024
Gouvernement fédéral	147 263 155 \$	(13 271 539) \$	133 991 616 \$
Gouvernements provinciaux	53 719 770	(5 310 675)	48 409 095
Organismes participants	104 298 042	(13 316 964)	90 981 078

Produits	Brut	Provision pour annulation	2023
Gouvernement fédéral	200 991 726 \$	(17 946 315) \$	183 045 411 \$
Gouvernements provinciaux	49 973 428	(4 228 563)	45 744 865
Organismes participants	107 315 595	(10 407 691)	96 907 904

13. Transformation

L'organisme fait le suivi des frais généraux liés à son projet Mitacs Entreprise Transformation (MET). Les frais généraux comprennent des charges de 1 195 416 \$ (néant en 2023) liées à ce projet.

	2024	2023
Services généraux	1 101 832 \$	– \$
Services liés aux programmes	59 559	–
Relations avec les partenaires	34 025	–
	1 195 416 \$	– \$

14. Risques financiers et concentration du risque

L'organisme est exposé à divers risques en raison de ses instruments financiers. Les risques sont analysés ci-après.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles et entraîne de ce fait une perte financière.

14. Risques financiers et concentration du risque (suite)

a) Risque de crédit (suite)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les sommes détenues auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les placements se composent uniquement de CPG détenus auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les débiteurs sont constitués de montants dus par des universités canadiennes et d'autres organismes, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des gouvernements se composent de sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et d'agences gouvernementales. Le risque de crédit associé aux sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et des agences gouvernementales est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des organismes participants sont constitués de montants dus par des organismes participants du secteur privé et du secteur public. L'organisme reçoit normalement les apports équivalents requis de l'organisme participant juste avant le début d'un stage. Le risque associé aux sommes à recevoir des organismes participants est limité puisque, si l'organisme ne reçoit pas les apports équivalents des organismes participants avant la date de début prévue d'un stage, ledit stage approuvé sera annulé et les bourses connexes à verser ne seront pas payées.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins de trésorerie ou de s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. L'organisme est exposé au risque de liquidité relativement aux passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'organisme gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins sur le plan du fonctionnement. L'organisme prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de faire en sorte de disposer des fonds suffisants pour honorer ses obligations. L'organisme examine la suffisance de ses actifs nets non affectés pour faire face à une augmentation soudaine des besoins en liquidités. En plus des actifs nets non affectés, le conseil d'administration a constitué une réserve grevée d'affectations internes pour les coûts de réduction afin de soutenir les besoins de liquidités associés à une réduction ou à une cessation des activités.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des prix du marché, y compris les taux d'intérêt, influe sur l'organisme. L'objectif de la gestion du risque de marché est de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement compte tenu du risque.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2024

14. Risques financiers et concentration du risque (suite)

c) Risque de marché (suite)

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux fixes exposent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur.

La direction estime que l'organisme n'est pas exposé à un risque de marché important lié aux instruments financiers.

15. Informations comparatives

Certaines informations comparatives ont été reclassées pour rendre leur présentation conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice à l'étude.

16. Événements postérieurs à la date de clôture

a) Le 4 juillet 2024, le conseil d'administration a approuvé les virements suivants entre catégories d'actif net :

- Virement de 884 000 \$ des projets d'innovation à l'actif net non affecté.
- Virement de 3 575 000 \$ des activités de nature technologique à l'actif net non affecté.
- Virement de 1 000 000 \$ des initiatives visant les prix de marché à l'actif net non affecté.
- Virement de 4 268 000 \$ des projets d'immobilisations à l'actif net non affecté.

b) Le 4 juillet 2024, le conseil d'administration a approuvé le retrait des réserves grevées d'affectations internes suivantes : projets d'innovation, activités de nature technologique, initiatives visant les prix de marché et projets d'immobilisations. Le conseil d'administration a également approuvé la création des réserves grevées d'affectations internes suivantes : interruptions technologiques et insuffisance de financement.

c) Le 4 juillet 2024, le conseil d'administration a approuvé les transferts suivants entre catégories d'actif net :

- Virement de 7 000 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve grevée d'affectations internes au titre de l'insuffisance de financement.
- Virement de 5 500 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve grevée d'affectations internes au titre des interruptions technologiques.
- Virement de 3 000 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve grevée d'affectations internes au titre des coûts de réduction.
- Virement de 404 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve grevée d'affectations internes au titre des initiatives stratégiques.